

**Du registre des délibérations du Conseil Municipal**  
**Séance ordinaire du 28 Avril 2026****Objet :****DELEGATION DU  
CONSEIL MUNICIPAL  
A MONSIEUR LE  
MAIRE****ANNULE ET  
REMPLACE LA  
DELIBERATION 11 DU  
2 AVRIL 2026**

*Le Conseil Municipal de la Ville d'AULNOYE-AYMERIES s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances et sur convocation de son Maire en date du 21 Avril 2026.*

**Etaient présents** : Alexandre-Virgile Dominique, Baudoux Bernard, Cambreleng Sabine, Carpentier François, Chambre Aline, Dehier Philippe, Denys Agnès, Dépret Kévine, Desse Janique, Durieux Jean, Dursent Sébastien, Fromont Sabine, Gauchet Claudine, Georges Hugo, Hardy Nathalie, Henry Valérie, Lallemand Charlotte, Lepoutère Aurore, Lesage Philippe, Mairiaux Isabelle, N'Diaye Foulon Betty, Palmiste Logan, Pol Maxime, Rogier Quentin, Thurette Pascal, Tournay Sylvie, Valet Jean-Luc et Wager Corinne (28 membres).

**Absent** : Michael Taverne (1 membre)

*La séance s'est tenue sous la présidence de Monsieur Bernard BAUDOUX, MAIRE.*

*Madame Agnès DENYS, adjointe, a été nommée secrétaire.*

-----

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

Vu la délibération n°11 en date du 02 avril 2026, par laquelle le conseil municipal a délégué au maire une partie de ses attributions ;

Considérant la nécessité de préciser et d'encadrer certaines délégations, notamment dans le cadre de la mise en œuvre des opérations structurantes de renouvellement urbain ;

Considérant l'intérêt d'assurer à la fois la réactivité de l'exécutif municipal et le contrôle du conseil municipal sur les décisions stratégiques ;

**Il est proposé au conseil municipal de décider :**

**Article 1****Les dispositions des points 15°, 20°, 21° et 22° de la délibération susvisée sont abrogées et remplacées comme suit :**

- 15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L.211-2 ou au premier alinéa de l'article L.213-3 de ce même code, dans la limite de 250 000 € par bien, et uniquement pour les biens situés en zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du plan local d'urbanisme ainsi que dans les périmètres d'opération de renouvellement urbain définis par le conseil municipal ;  
Le maire rend compte des décisions prises au titre de cette délégation lors

de la séance suivante du conseil municipal ;

- 20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal, fixé à 2 000 000 € par an, pour une durée maximale de 12 mois ; le maire informe le conseil municipal des caractéristiques des lignes de trésorerie contractées et en présente un bilan annuel ;

- 21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L.214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L.214-1 du même code, dans la limite de 250 000 € par bien, et uniquement dans les périmètres de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité délimités par le conseil municipal ; le maire rend compte des décisions prises au titre de cette délégation lors de la séance suivante du conseil municipal ;

- 22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L.240-1 à L.240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans la limite de 250 000 € par bien, pour des biens situés dans des périmètres d'opérations d'aménagement ou présentant un intérêt stratégique pour la commune ; le maire rend compte des décisions prises au titre de cette délégation lors de la séance suivante du conseil municipal.

**Etablissements de priorité a été institué en faveur des collectivités sur tout projet de cession d'immeubles situés sur leur territoire et appartenant à l'Etat, aux entreprises publiques et à des établissements publics définis par décret. Il se distingue du droit de préemption urbain notamment par son champ d'application puisque ce droit ne porte que sur des cessions de biens appartenant à des personnes publiques.**

#### Article 2

Les autres dispositions de la délibération susvisée demeurent inchangées.

#### Article 3

La présente délibération sera transmise au représentant de l'État et publiée conformément aux dispositions en vigueur.

**Le Conseil Municipal après en avoir délibéré et à la majorité des membres (3 abstentions de Mmes Henry, Mairiaux et M Palmiste) décide de confier à Monsieur le maire les délégations suivantes :**

1. « D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;
2. De fixer, sans limite, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées ;

3. De procéder, sans limite, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
4. De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
5. De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas 12 ans ;
6. De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
7. De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
8. De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
9. D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
10. De décider l'aliénation de gré de biens mobiliers jusqu'à 4600 euros
11. De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
12. De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
13. De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
14. De fixer des reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
15. D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article

L.211-2 ou au premier alinéa de l'article L.213-3 de ce même code, dans la limite de 250 000 € par bien, et uniquement pour les biens situés en zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) du plan local d'urbanisme ainsi que dans les périmètres d'opération de renouvellement urbain définis par le conseil municipal ;

Le maire rend compte des décisions prises au titre de cette délégation lors de la séance suivante du conseil municipal ;

16. D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, devant toutes juridictions, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1000 € pour les communes de moins de 50000 habitants et de 5000 € pour les communes de 50000 habitants et plus ;

17. De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux pour un montant maximum de 5000 € ;

18. De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

19. De signer la convention prévue par l'avant-dernier alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finance rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

20. De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal, fixé à 2 000 000 € par an, pour une durée maximale de 12 mois ; le maire informe le conseil municipal des caractéristiques des lignes de trésorerie contractées et en présente un bilan annuel ;

21. D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L.214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L.214-1 du même code, dans la limite de 250 000 € par bien, et uniquement dans les périmètres de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité délimités par le conseil municipal ; le maire rend compte des décisions prises au titre de cette délégation lors de la séance suivante du conseil municipal ;

22. D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini

aux articles L.240-1 à L.240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles, dans la limite de 250 000 € par bien, pour des biens situés dans des périmètres d'opérations d'aménagement ou présentant un intérêt stratégique pour la commune ; le maire rend compte des décisions prises au titre de cette délégation lors de la séance suivante du conseil municipal.

23. De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24. D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre

25. D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la construction d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

26. De demander e tout organisme financeur, sans limite, l'attribution de subvention ;

27. De procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

28. D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation ;

29. D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L. 123-19 du code de l'environnement.

Les délégations consenties prennent fin dès l'ouverture de la campagne

électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

*Et ont les membres présents, signé lecture faite.*

*« Pour extrait certifié conforme ».*

*A Aulnoye-Aymeries, le 28 avril 2026.*

**Le Maire,**

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'J. L. L.', written over a horizontal line.

**La secrétaire,**

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'M. L.', written over a horizontal line.

Envoyé en préfecture le 30/04/2026

Reçu en préfecture le 30/04/2026

Publié le



ID : 059-215900333-20260428-98-DE